

Liminaire cti du 7 avril 2015



Le
de

Monsieur le Président,

sécuritaire est sur toutes les lèvres, qu'il s'agisse d'inscrire les mesures dites « anti terroristes » dans la loi, voir la Constitution, de banaliser les mesures d'exception sous couvert la loi URVOAS, de créer un climat propice à la mise en œuvre de la suppression des libertés individuelles alors que dans le même temps on découvre que les puissants éludent l'impôt en s'inscrivant dans le processus de fraude mondial nommé « Panama Papers ».

Comment, dans une époque où les droits des faibles sont rognés sous de fallacieux prétextes pour permettre l'enrichissement sans fin des puissants, comment pouvons-nous tous cautionner des projets de loi du type ElKhomri qui affaiblissent les travailleurs en ne nous levons pas pour dire non ?

Comment pouvons assurer nos missions de fonctionnaires en assurant la justice fiscale et l'égalité de traitement devant la participation de chacun selon ses facultés contributives ?

Comment pouvons-nous accepter de n'être qu'un jouet à la disposition d'un pouvoir dont les enjeux sont loin d'être citoyen ?

Posons-nous la question de la légitimité de nos missions ?>Posons -nous aussi la question de la légitimité de nos missions ?

Comment dans ce contexte pouvons accepter des fusions, des suppressions justifiées par des formules ronflantes du type « apporter de la souplesse et plus de confort aux agents », ? Sommes-nous en train de préparer des vacances au Club Med ou d'installer de nouveaux canapés ?

Comment pouvons-nous nous convaincre avec des formules du type « rationaliser les coûts en termes de services communs et de réaliser des gains de productivité » ?

Comment entendre les formules toutes faites et dévastatrices « difficultés de recrutements » sommes-nous dans une start up ? qui de surcroît doit faire face à un taux de rotation élevé ? Quel est ce langage de patron ? Sommes-nous devenus une succursale du Medef ? Sans parler de la « mutualisation des moyens et du renforcement des synergies sur le plan professionnel pour répondre à une logique de regroupement et de renforcement de l'expertise métier ».

Où est le service public dans ce charabia digne des communicants du CAC40 ?

Solidaires exige un retour du service public, un retour aux valeurs républicaines, une égalité de traitement des contribuables et des réponses dignes d'une grande maison comme la DGFIP au service des citoyen et de l'Etat.

Solidaires refuse la mise en œuvre par le biais de fusions, de suppressions et d'absorptions de la faillite du service public au nom de notions comme la rentabilité, la productivité etc. ...

Solidaires exige qu'il soit donné à la DGFIP les moyens de travailler en assurant toutes les missions de manière optimale de l'assiette au contrôle, des comptes de gestion aux missions de contrôle.

Solidaires exige que la 1ere des libertés, celle d'assurer le service public, soit exercée par les agents de la DGFIP qui disposent des moyens nécessaires et de la reconnaissance du travail accomplis au service de l'Etat et de la Nation.